Note de synthèse

Conseil Communautaire
du jeudi 27 octobre 2022 à 18h30

au Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature
à Arles sur Tech

1 – ADMINISTRATION GENERALE :

1.1 Compétence cantines scolaires – Modifications des statuts de la CCHV et de l'intérêt communautaire *(Annexe 1 et 2)* :

Le Président rappelle qu'à la dissolution du Syndicat Intercommunal scolaire au 31 décembre 2010 la compétence cantine scolaire a été transférée à la CCHV au 1er janvier 2011 définie dans les statuts dans le groupe des compétences optionnelles.

Il fait le point sur la gestion des **SIX** cantines du territoire. **QUATRE** d'entre elles ne dépassent pas les 50 repas journaliers : St Laurent de Cerdans, Prats-de-Mollo, Serralongue et St Marsal et **DEUX** assurent un service journalier de 170 repas : Amélie-les-Bains et Arles sur Tech.

Pour les cantines d'Arles sur Tech et St Marsal. La confection des repas est assurée sur place mais non par la CCHV.

Pour la cantine d'Amélie-les-Bains le service est assuré en liaison froide, par un prestataire extérieur.

Le Président rappelle au Conseil Communautaire la participation de la CCHV à l'élaboration du **P**lan **A**limentaire **T**erritorial mis en place par le Pays Pyrénées Méditerranée et sa volonté d'apporter une qualité de service à l'ensemble des cantines des territoires en privilégiant les circuits courts et l'utilisation de produits provenant autant que possible des éleveurs et producteurs locaux.

Il rappelle que le groupe des compétences optionnelles a été supprimée par la loi "engagement et proximité". Les compétences d'une CC relèvent désormais de 2 catégories : le bloc des compétences obligatoires (définies par le I de l'article L.5214-16 du CGCT) et le bloc des compétences facultatives (ou supplémentaires). Parmi ces dernières, il y a celles qui sont subordonnées à la définition d'un intérêt communautaire (II de l'article L.5214-16 du CGCT) et celles qui ne le sont pas. En l'espèce, les "cantines scolaires" est une compétence facultative (supplémentaire) que la CC a définie d'intérêt communautaire et qui apparaît comme telle dans le recueil de l'intérêt communautaire.

Compte tenu de cette situation le Président propose de supprimer l'intérêt communautaire (IC) de la compétence « cantines scolaires » et de modifier le recueil de l'intérêt communautaire par la suppression des "cantines scolaires" de l'action sociale d'intérêt communautaire dans le groupe autres compétences (facultatives) subordonnées à la définition de l'Intérêt Communautaire.

Il propose également d'exercer la compétence "cantines scolaires", au titre de ses compétences facultatives (non subordonnées à un IC), pour une ou plusieurs de ses communes membres, à l'aide de critères objectifs, et d'établir une liste des communes qui transfèrent cette compétence,

Le Président rappelle :

En ce qui concerne la suppression de la mention de **l'Intérêt Communautaire** des cantines scolaires, seule la décision du Conseil Communautaire est requise à la **majorité des 2/3 des suffrages exprimés.**

En ce qui concerne la **modification des statuts**, en application de l'article L.5211-17-2 du CGCT, la mise en œuvre de la procédure est assujettie à la **majorité absolue** du Conseil Communautaire.

A compter de la notification aux Maires des communes membres de ladite délibération, les Conseils Municipaux disposeront d'un délai de 3 mois, pour se prononcer, dans les conditions de majorité qualifiée, sur un transfert « à la carte » de la compétence « cantines scolaires ». A défaut de délibération dans ce délai, sa décision sera réputée favorable.

Il porté à la délibération du Conseil Communautaire, les décisions suivantes :

- **DE NE PLUS DEFINIR** : "**les cantines scolaires" comme étant une compétence d'action sociale d'intérêt communautaire.** Le recueil de l'Intérêt Communautaire sera modifié en conséquence, tel qu'annexé ci-joint, pour ce qui concerne cette compétence d'intérêt communautaire dans le groupe des autres compétences (supplémentaires) subordonnées à la définition d'un IC.
- **DE DECIDER :** que la compétence "cantines scolaires", soit exercée par la Communauté de Communes (CC), au titre de ses autres compétences (facultatives) non subordonnées à la définition d'un IC dans les conditions prévues par l'article L.5211-17-2 du CGCT. Il est ainsi décidé de définir la compétence transférée à la CC, selon les critères objectifs suivants :
  - La cantine scolaire ne dépasse pas les 170 repas journaliers,
  - La cantine scolaire privilégie les circuits courts et l'utilisation de produits provenant autant que possible des éleveurs et producteurs locaux, dans le cadre du plan alimentaire territorial auquel participe la communauté de communes
  - La confection des repas est assurée sur place directement par la CC ou en coordination avec un prestataire extérieur.
- **DE DECIDER:** que la compétence ainsi définie sera exercée par la CC sur le territoire des communes dont la liste suit : **Arles-sur-Tech ; Prats-de-Mollo ; Saint- Laurent- de- Cerdans ; Saint Marsal et Serralongue.**
- **DE DECIDER** de modifier les statuts de la CC pour inscrire la compétence "cantines scolaires" dans le groupe des autres compétences non subordonnées à la définition de l'intérêt communautaire, tel qu'annexé ci-joint ;
- **DE SOLLICITER** la **C**ommission **L**ocale d'**E**valuation des **C**harges **T**ransférées afin de redéfinir les attributions de compensation de la commune d'Amélie-les-Bains ;
- **DE NOTIFIER**: la délibération du conseil communautaire à l'ensemble des maires des communes membres afin que les conseils municipaux se prononcent dans les conditions de majorité qualifiée et dans un délai de 3 mois, sur le transfert de cette compétence.

1.2 Délégations du Président – Compte rendu des Décisions Administratives:

N° DA	DATE	OBJET
17-2022	20/09/22	Travaux de rénovation énergétique Centre Sud Canigó - Attribution Lot 01 « Gros œuvre » à TOULOUGES CONSTRUCTION pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 37 665.00 €
18-2022	20/02/22	Travaux de rénovation énergétique Centre Sud Canigó - Attribution Lot 03 « Menuiseries extérieures alu – murs rideaux » à CORCOY SAS pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 640 000,00 €
19-2022	20/09/22	Travaux de rénovation énergétique Centre Sud Canigó - Attribution Lot 08 « Plomberies - CVC » à SARL ROGER RENARD ENTREPRISE pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 368 900.00 €
20-2022	20/09/22	Travaux de rénovation énergétique Centre Sud Canigó - Attribution Lot 09 « Electricité » à INEO MPLR pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 124 952.58 €
21-2022	20/09/22	Travaux de rénovation énergétique Centre Sud Canigó - Attribution Lot 12 « Installation photovoltaïque » à CEGELEC pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 37 200.00 €
22-2022	10/10/22	Aménagement ALSH au lieu-dit « Le Château » - attribution mission maîtrise d'œuvre à SARL ARCHI'PL pour une valeur totale du marché (hors TVA) de 86 026.00€

- Le Conseil Communautaire **PRENDRA ACTE** des Décisions Administratives telles que présentée.

2 – FINANCES :

2.1 Décisions modificatives :

❖ Budget Principal : Décision modificative N° 2

Il convient d'ajuster les écritures budgétaires et de faire de nouvelles inscriptions suivantes :

- en fonctionnement suite :
  - ✓ aux revalorisations du traitement des agents de la catégorie C et du point d'indice à compter du 1er juillet 2022 au chapitre 012 (charges de personnel)
  - ✓ à l'intégration de l'école de musique du Vallespir (EMV) à compter du 1er septembre 2022 : charges de personnel en dépenses et participation des familles et subvention de la CC du Vallespir en recettes.
  - ✓ Au virement nécessaire à l'équilibre du budget Office du Tourisme Intercommunal en raison de l'augmentation des charges de personnel (revalorisation catégorie C, retour d'un agent en disponibilité et intégration de la directrice à 100 %)
  - ✓ au remboursement par les communes des frais d'urbanisme : Montbolo (DPU) et de Serralongue (PLU)
- En investissement pour :
  - ✓ l'opération d'achat de matériel informatique reconditionné pour les actions d'inclusion numérique financée par le fonds « cohésion territoriale »
  - ✓ le financement de l'informatisation des médiathèques dans le cadre du Plan de Développement de la Lecture Publique et des Médiathèques
  - ✓ l'opération de création de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement d'Amélie-les-Bains-Palalda et Arles-sur-Tech : honoraires APS+APD, géomètre, missions
  - ✓ le réajustement de l'opération de travaux de rénovation du siège de la CCHV

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-64111-020 : Rémunération principale	0,00 €	39 871,00 €	0,00 €	0,00 €
D-64131-020 : Rémunérations	0,00 €	56 682,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**96 553,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-022-020 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	41 353,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	**41 353,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-65738-020 : Autres organismes publics	0,00 €	23 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**0,00 €**	**23 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-70848-020 : aux autres organismes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	19 100,00 €
R-70875-820 : Par les communes membres du GFP	0,00 €	0,00 €	0,00 €	11 100,00 €
R-7088-020 : Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouv	0,00 €	0,00 €	0,00 €	18 000,00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**48 200,00 €**
R-74758-020 : Autres groupements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**41 353,00 €**	**119 553,00 €**	**0,00 €**	**78 200,00 €**
INVESTISSEMENT				
R-1311-104-321 : MEDIATHEQUES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 961,00 €
R-1311-120-020 : PATRIMOINE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67 824,00 €
R-1313-104-321 : MEDIATHEQUES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	11 373,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**100 158,00 €**
D-2041412-020 : Communes du GFP - Bâtiments et installations	56 624,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	**56 624,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-2135-104-321 : MEDIATHEQUES	9 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2135-120-020 : PATRIMOINE	0,00 €	103 440,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2183-104-321 : MEDIATHEQUES	0,00 €	31 442,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	**9 000,00 €**	**134 882,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-2313-124-421 : REHAB. SERVICE JEUNESSE	0,00 €	30 900,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	**0,00 €**	**30 900,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
Total INVESTISSEMENT	**65 624,00 €**	**165 782,00 €**	**0,00 €**	**100 158,00 €**
Total Général		**178 358,00 €**		**178 358,00 €**

❖ Budget annexe Ordures Ménagères/Déchetteries : Décision modificative N° 1

- En fonctionnement, des crédits supplémentaires doivent être inscrits au chapitre 012 (charges de personnel) en raison des revalorisations catégorie C et point d'indice.
- En investissement, une régularisation d'ordre budgétaire de 0.01 € doit être faite suite à l'intégration des avances sur travaux des déchetteries terminés en 2021.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	0,00 €	14 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**14 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-7088 : Autres produits d'activités annexes (abonnements, vente d'ouvrag	0,00 €	0,00 €	0,00 €	14 000,00 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**14 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**14 000,00 €**	**0,00 €**	**14 000,00 €**
INVESTISSEMENT				
D-238 : Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,01 €	0,00 €	0,00 €
R-2131 : Bâtiments	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,01 €
TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre section	**0,00 €**	**0,01 €**	**0,00 €**	**0,01 €**
Total INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**0,01 €**	**0,00 €**	**0,01 €**
Total Général		**14 000,01 €**		**14 000,01 €**

❖ Budget annexe cantines/enfance jeunesse/crèches/garderie : Décision modificative N° 1

Il convient d'ajuster les écritures budgétaires et de faire de nouvelles inscriptions suivantes :

- en fonctionnement :
  - ✓ les crédits sont insuffisants au chapitre 011 (charges à caractère général) : électricité, cantines et PIJ, fournitures petit équipement crèches, entretien véhicules PIJ …
  - ✓ au chapitre 012 (charges de personnel) : revalorisations catégorie C et point d'indice.
  - ✓ réajustement des recettes : participation familles cantines

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-60612-251 : Énergie - Électricité	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-60612-421 : Énergie - Électricité	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-60632-64 : Fournitures de petit équipement	0,00 €	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-61551-421 : Matériel roulant	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6161-421 : Assurance multirisques	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6288-421 : Autres services extérieurs	0,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6288-64 : Autres services extérieurs	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-63512-64 : Taxes foncières	0,00 €	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**0,00 €**	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-64111-020 : Rémunération principale	0,00 €	30 313,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**30 313,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-6419-251 : Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 600,00 €
R-6419-421 : Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 393,00 €
TOTAL R 013 : Atténuations de charges	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**8 993,00 €**
D-022-01 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	17 444,55 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	**17 444,55 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-65548-251 : Autres contributions	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**3 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-7067-251 : Redevances et droits des services périscolaires et d'enseigneme	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 875,45 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**20 875,45 €**
Total FONCTIONNEMENT	**20 444,55 €**	**50 313,00 €**	**0,00 €**	**29 868,45 €**
Total Général		**29 868,45 €**		**29 868,45 €**

❖ Budget annexe Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature : Décision modificative N° 1

Il convient d'ajuster les écritures budgétaires et de faire de nouvelles inscriptions suivantes :

- en fonctionnement :
  - ✓ les crédits sont insuffisants au chapitre 011 (charges à caractère général) : électricité, fournitures d'entretien et alimentation
  - ✓ chapitre 012 (charges de personnel) : revalorisations catégorie C et point d'indice.
  - ✓ chapitre 66 : intérêts. Un premier emprunt a été contracté pour financer les travaux de rénovation énergétique
  - ✓ réajustement des recettes : hébergement et restauration, remboursement sur rémunération.
- en investissement :
  - ✓ chapitre 16 : capital de la dette
  - ✓ réajustement du montant des travaux et inscription de la subvention accordée par le Conseil Régional

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6061 : Fournitures non stockables (eau, énéergie..)	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6063 : Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00 €	1 581,00 €	0,00 €	0,00 €
D-607 : Achats de marchandises	0,00 €	33 200,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**0,00 €**	**44 781,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	0,00 €	9 219,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**9 219,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-64198 : Autres remboursements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 800,00 €
TOTAL R 013 : Atténuations de charges	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 800,00 €**
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	0,00 €	800,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	**0,00 €**	**800,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-706 : Prestations de services	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €
R-707 : Ventes de marchandises	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 000,00 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**50 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**54 800,00 €**	**0,00 €**	**54 800,00 €**
INVESTISSEMENT				
D-2313 : Constructions	0,00 €	211 576,00 €	0,00 €	0,00 €
R-238 : Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	211 576,00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	**0,00 €**	**211 576,00 €**	**0,00 €**	**211 576,00 €**
R-1312 : Régions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**200 000,00 €**
D-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
R-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	410 230,00 €	0,00 €
TOTAL 16 : Emprunts et dettes assimilées	**0,00 €**	**3 000,00 €**	**410 230,00 €**	**0,00 €**
D-2188 : Autres	0,00 €	2 300,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	**0,00 €**	**2 300,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-2313 : Constructions	427 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-238 : Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	211 576,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	**427 106,00 €**	**211 576,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
Total INVESTISSEMENT	**427 106,00 €**	**428 452,00 €**	**410 230,00 €**	**411 576,00 €**
Total Général	**56 146,00 €**		**56 146,00 €**	

❖ Budget Office du Tourisme Intercommunal : Décision modificative N° 1

Des crédits supplémentaires doivent être inscrits en fonctionnement au chapitre 012 (charges de personnel) en raison des revalorisations (catégorie C et point d'indice), du retour d'un agent qui était en disponibilité et de l'intégration de la directrice à 100 % sur la structure.

Un virement du budget principal d'un montant de 23 000 € est nécessaire pour équilibrer.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6217-020 : Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00 €	19 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-64111-020 : Rémunération principale	0,00 €	8 852,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**27 852,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-7362-020 : Taxes de séjour	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 852,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 852,00 €**
R-74758-020 : Autres groupements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	23 000,00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**23 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**27 852,00 €**	**0,00 €**	**27 852,00 €**
Total Général	**27 852,00 €**		**27 852,00 €**	

❖ Budget eau : Décision modificative N° 2

Des crédits supplémentaires doivent être inscrits en fonctionnement au chapitre 012 (charges de personnel) en raison des revalorisations (catégorie C et point d'indice) et en investissement au chapitre 13 (subventions d'investissement) suite à l'octroi de subventions de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental pour la réalisation des travaux suivants :

- Prats de Mollo : renouvellement canalisation eau potable rue des Tilleuls
- Prats de Mollo : pose système de transmission et supervision
- Saint Laurent : réhabilitation chambre des vannes du réservoir du village
- Saint Laurent : diagnostic et réhabilitation forage du Bilbé

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**12 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
R-70111 : Ventes d'eau aux abonnés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 000,00 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**12 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**12 000,00 €**	**0,00 €**	**12 000,00 €**
INVESTISSEMENT				
R-1313 : Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 328,00 €
R-1318 : Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	37 728,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**58 056,00 €**
R-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	58 056,00 €	0,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	**0,00 €**	**0,00 €**	**58 056,00 €**	**0,00 €**
Total INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**58 056,00 €**	**58 056,00 €**
Total Général		**12 000,00 €**		**12 000,00 €**

❖ Budget assainissement : Décision modificative N° 2

Des crédits supplémentaires doivent être inscrits en fonctionnement au chapitre 012 (charges de personnel) en raison des revalorisations (catégorie C et point d'indice).

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-61558 : Autres biens mobiliers	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**1 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	**0,00 €**	**1 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**1 000,00 €**	**1 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
Total Général		**0,00 €**		**0,00 €**

Il est porté à la délibération du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **VALIDER** les ajustements de crédits et les inscriptions nouvelles tels que proposés.
- **AUTORISER** le Président à signer toutes pièces relatives à cet effet.

2.2 Virement complémentaire du Budget Principal au Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal :

Un virement d'un montant de 93 462 € du Budget Principal au Budget Annexe de l'Office du Tourisme Intercommunal a été prévu au budget pour assurer son équilibre.

Or, des crédits supplémentaires doivent être inscrits sur ce budget en **fonctionnement** au chapitre 012 (charges de personnel) en raison des revalorisations catégorie C, du retour d'un agent en disponibilité et de l'intégration de la directrice à 100 % sur la structure.

Un virement complémentaire de 23 000 € est donc nécessaire.

Budget Annexe	Chapitre Budget principal	Montant
Office du Tourisme Intercommunal	65	23 000.00 €

Il est porté à la délibération du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **VALIDER** le virement du Budget Principal au Budget Annexe de l'Office du Tourisme Intercommunal tel que présenté.

3 – RESSOURCES HUMAINES :

3.1 Création de postes – Mise à jour du tableau des effectifs *(Annexe 3)*:

Service Petite Enfance

Deux agents du service petite enfance sont embauchés sous contrat depuis respectivement mars 2019 et septembre 2020.

Ces deux agents donnent pleinement satisfaction. Aussi afin de pouvoir intégrer ces agents sous statut à l'échéance de leur contrat actuel, il est proposé au Conseil Communautaire de créer dans la catégorie des personnels titulaires :

- **2 postes d'agent social à temps complet**

Le Conseil Communautaire se prononcera sur les décisions suivantes :

- **VALIDER** la création des postes décrits ci-dessus ;
- **APPORTER** les modifications en conséquence au tableau des effectifs.
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

3.2 Mise à disposition d'un agent auprès du Syndicat Mixte Canigó Grand Site *(Annexe 4)* :

Le Syndicat Mixte Canigó Grand Site souhaite qu'un agent du service communication de la Communauté de Communes soit mis à disposition à raison de 14/35ième du 01 Novembre 2022 au 31/10/2023.

Cette mise à disposition pourrait se renouveler à son terme pour une nouvelle période d'un an.

Par ailleurs, il est précisé que le Syndicat Mixte Canigó Grand Site remboursera à la Communauté de Communes les traitements et charges patronales versés à l'agent au cours de la période de mise à disposition.

Le Conseil Communautaire se prononcera sur les décisions suivantes :

- **APPROUVER** la mise à disposition d'un agent auprès du Syndicat Mixte Canigó Grand Site à raison de 14/35ième ;
- **APPROUVER** le projet de convention annexé, à intervenir avec ledit syndicat pour la mise à disposition d'un agent ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

3.3 Contrat Local de Santé - Convention de mutualisation de personnel et de moyens Prise en charge des repas des enfants ukrainiens *(Annexe 5)* :

Par délibération n°2021/202 du 16 Décembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de préfiguration du Contrat Local de Santé pour le Vallespir et le Haut Vallespir.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Vallespir a embauché un coordonnateur du Contrat Local de Santé mutualisé avec la Communauté de Communes du Haut Vallespir.

Il est donc nécessaire de formaliser la mise à disposition de cet agent par une convention de mutualisation de personnel et de moyens, pour les charges à caractère général nécessaires au bon fonctionnement de cette mission.

Il est porté à la décision du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **APPROUVER** le projet de convention de mutualisation de personnel et de moyens à intervenir avec la Communauté de Communes du Vallespir pour le poste de coordonnateur du Contrat Local de Santé, tel qu'annexé ci- joint ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

3.4 Mandat spécial- Caractérisation « Qualité » de la collecte sélective des déchets :

Selon les articles L2123-18 et R2123-22-1 du Code Général des Collectivités, les élus intercommunaux peuvent bénéficier du remboursement des frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial. A cet effet, une délibération devra être votée préalablement par le Conseil Communautaire afin d'autoriser l'élu concerné à prétendre au remboursement des frais engagés : frais de séjour (hébergement, restauration) et frais de transport. Cette délibération pourra être postérieure à l'exécution de la mission en cas d'urgence.

Le remboursement faisant l'objet de cette délibération représente les frais de restauration réglés par le Président lors de la visite annuelle de l'usine de Calce, qui a eu lieu cette année le 15 septembre 2022 dans le cadre de la démarche qualité, avec 6 agents de la Communauté de Communes du Haut Vallespir.

Il est proposé au Conseil Communautaire de délivrer un mandat spécial à Monsieur le Président et d'autoriser :

- le remboursement des frais engagés par Monsieur le Président à cette date pour un montant de 187,70 € TTC,

Il est porté à la délibération du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **APPROUVER** les dispositions générales relatives aux mandats spéciaux délivrés par le Conseil Communautaire pour la prise en charge des frais des élus dans le cadre de ceux-ci ;
- **DELIVRER** un mandat spécial à Monsieur le Président pour la visite annuelle de l'usine de Calce, afin de mener à bien la mission de caractérisation « qualité » en partenariat avec le Sydetom66 ;
- **AUTORISER** le remboursement des frais que Monsieur le Président a exposé le 15 septembre 2022 pour un montant de 187,70 € TTC ;

4 – TRAVAUX :

4.1 Consultation travaux de rénovation du siège de la CCHV:

Le Conseil Communautaire a validé l'avant-projet définitif pour la rénovation du siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir (délibération 116-2022 du 19 mai 2022) :

- Rénovation énergétique ;
- Mise en conformité accessibilité PMR ;
- Traitement des façades et signalétique extérieure ;
- Divers aménagements et mise en place d'une borne de recharge pour véhicule électrique.

Le plan de financement mis à jour est le suivant :

Postes de dépenses	Montants HT
Rénovation énergétique	255 935,45 €
Mise en conformité accessibilité PMR	39 662,96 €
Traitement des façades et signalétique extérieure	11 820,65 €
Divers aménagements et borne de recharge	30 604,00 €
Honoraires maîtrise d'œuvre, Contrôle technique, mission SPS,…	72 577,64 €
Total HT	**410 600,70 €**

Plan de financement prévisionnel	
DETR 2020 5,68 %	**23 336,56 €**
DETR 2021 17,59 %	**72 240,00 €**
DSIL 2022 16,52 %	**67 824,00 €**
Département 16,52 % (En attente de notification)	**67 824,00 €**
Autofinancement 43,69 %	179 376,14 €
Total	**410 600,70 €**

Il est proposé aux Conseillers Communautaires de délibérer sur les points suivants :

- **VALIDER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISER** le Président à lancer une consultation pour les marchés de travaux de rénovation du siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;
- **AUTORISER** le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

4.2 Aménagement d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) maternel, primaire et adolescent au lieu-dit « Le Château » :

Le Conseil Communautaire a donné mandat au Président pour solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, la CAF, LEADER et autres partenaires afin de financer les programmes d'investissement (délibération 97-2022 du 14 avril 2022).

Pour le projet d'aménagement d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) maternel, primaire et adolescent au lieu-dit « Le Château », le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Postes de dépenses	Montants HT
Construction	1 153 160,00 €
Mobilier	42 000,00 €
Total HT	**1 195 160,00 €**

Plan de financement prévisionnel	
Etat 21 % sur construction	**242 163,00 €**
Région 15 % sur construction	**172 974,00 €**
Département 15 % sur construction	**172 974,00 €**
CAF 26,02 % sur construction	**300 000,00 €**
MSA sur construction 2,6%	**30 000,00 €**
CAF sur mobilier 59,52 %	**25 000,00 €**
Autofinancement 20,38 % sur construction	235 049,00 €
Autofinancement 40,48 % sur mobilier	17 000,00 €
Total	**1 195 160,00 €**

Il est proposé aux Conseillers Communautaires de délibérer sur les points suivants :

- **VALIDER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISER** le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

5 – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE:

Acquisition hôtel restaurant « Les Glycines » - Convention EPF Occitanie *(Annexe 6)*

Le Président rappelle les négociations intervenues auprès de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF Occitanie) pour l'opération d'acquisition des Glycines et le financement partagé qu'il pourrait apporter à l'opération.

Il rappelle que l'EPF Occitanie est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

Afin que l'EPF Occitanie puisse intervenir dans l'opération d'acquisition des Glycines il convient de passer une convention entre l'EPF Occitanie, la commune d'Arles sur Tech et la CCHV.

Le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer sur les décisions suivantes :

- **APPROUVER** la convention à passer avec l'EPF Occitanie pour l'opération d'acquisition des Glycines pour pouvoir bénéficier d'un financement partagé de la part de cet établissement.
- **AUTORISER** le Président à signer ladite convention et toutes pièces s'y rapportant.

6 – CONCESSSION REFUGE SANT GUILLEM :

Délégation de Service Public :

La gardienne du refuge a manifesté son souhait de cesser son activité dès cette fin de saison au 30/11/2022 suite à une situation de cessation de paiement.

Afin de prévoir une réouverture rapide, et compte tenu des délais de procédure, le Président propose de relancer la procédure d'appel à candidature.

Le cahier des charges doit être revu et modifier pour tenir compte des améliorations à apporter sur la future gestion du refuge.

Il est porté à la décision du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **PRENDRE ACTE** du départ de la gardienne au 30/11/2022 ;
- **RELANCER** la procédure d'appel à candidatures avec le même cahier des charges ;
- **AUTORISER** le Président à signer tous documents relatifs à ce dossier.

7– EAU ET ASSAINISSEMENT :

Exploitation du réseau d'assainissement intercommunal Amélie-les-Bains-Palalda, Arles sur Tech et Montbolo – Rapport annuel 2021 du délégataire VEOLIA *(Annexe 7)* :

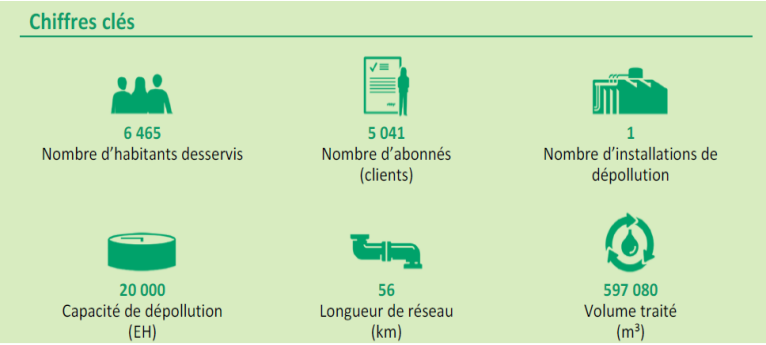
Vu les articles L3131-5 et R 3131-2 et suivants du code de la commande publique.

Vu l'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise les modalités de compte-rendu des rapports des délégataires de services publics et dispose qu'ils sont soumis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante pour qu'elle en prenne acte.

Vu le rapport annuel du délégataire 2021 (VEOLIA)

Considérant que ce rapport annuel comporte notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

1 - Rappel sur quelques chiffres clés de l'année 2021



LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*	Délégataire	100,0 %	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	3 520	3 520
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	4	10
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	55 817 ml	55 816 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	9	9
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1	1
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	20 000 EH	20 000 EH
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	48	67
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	3 760 ml	4 406 ml
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	674 050 m³	591 185 m³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	327 kg/j	383 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	5 443 EH	6 383 EH
	Volume traité	Délégataire	645 092 m³	597 080 m³
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	5,0 t	6,2 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	5,2 t	16,3 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	12,0 m³	15,0 m³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre de communes desservies	Délégataire	3	3
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	5 019	5 041
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	5 019	5 041
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	367 368 m³	392 258 m³

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	81 %	75 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui	Oui
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

2- La facture d'assainissement pour 120 m³

AMELIE LES BAINS PALALDA Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2022	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	120	175.68	**1,45**	**1,46**	1,05 %

AMELIE-LES-BAINS PALALDA Prix du service de l'assainissement	Volume	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
Part délégataire			**105,04**	**105,51**	**0,44%**
Abonnement			28,89	29,02	0,45%
Consommation	120	0,6374	76,15	76,49	0,44%
Part CC Haut Vallespir ex SIAAAM			**35,00**	**35,00**	**0,00%**
Abonnement			5,00	5,00	0,00%
Consommation	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
Organismes publics et TVA			**18,00**	**19,20**	**6,67%**
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1600	18,00	19,20	6,67%
Total € HT			**158,04**	**159,71**	**1,05%**
TVA			15,80	15,97	1,05%
TOTAL € TTC			**173,85**	**175,68**	**1,05%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,45**	**1,46**	**1,05%**

3 – Compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation (CARE)

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
PRODUITS	**548 785**	**561 863**	**2,38 %**
Exploitation du service	366 806	373 332	
Collectivités et autres organismes publics	168 269	170 307	
Travaux attribués à titre exclusif	11 607	16 003	
Produits accessoires	2 102	2 221	
CHARGES	**579 964**	**575 227**	**-0,82 %**
Personnel	105 718	110 550	
Energie électrique	31 318	32 962	
Produits de traitement	9 739	8 250	
Analyses	3 288	4 086	
Sous-traitance, matièreset fournitures	148 870	137 464	
Impôts locaux et taxes	6 334	4 073	
Autres dépenses d'exploitation	43 453	32 087	
télécommunications, poste et telegestion	*5 219*	*3 112*	
engins et véhicules	*13 927*	*11 690*	
informatique	*8 949*	*7 764*	
assurances	*4 892*	*569*	
locaux	*6 897*	*7 564*	
autres	*3 566*	*1 389*	
Contribution des services centraux et recherche	18 883	21 661	
Collectivités et autres organismes publics	168 269	170 307	
Charges relatives aux renouvellements	37 608	44 168	
pour garantie de continuité du service	*9 844*	*16 393*	
fonds contractuel (renouvellements)	*27 764*	*27 775*	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux rec	6 486	9 618	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 31 179**	**- 13 362**	**NS**
RESULTAT	**- 31 178**	**- 13 362**	**NS**

4 – Etat détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Etat détaillé des produits (1)
Année 2021

Collectivité: J8605 - SI AMELIE ARLES MONTBOLO EU **Assainissement**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	366 806	373 332	1,78 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	377 688	336 214	-10,98 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 10 881*	*37 118*	
Exploitation du service	**366 806**	**373 332**	**1,78 %**
Produits : part de la collectivité contractante	114 805	115 979	1,02 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	115 092	102 202	-11,20 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 287*	*13 777*	
Redevance Modernisation réseau	53 464	54 328	1,62 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	56 245	46 396	-17,51 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 2 781*	*7 932*	
Collectivités et autres organismes publics	**168 269**	**170 307**	**1,21 %**
Produits des travaux attribués à titre exclusif	**11 607**	**16 003**	**37,87 %**
Produits accessoires	**2 102**	**2 221**	**5,66 %**

Il est porté à la délibération du Conseil Communautaire les décisions suivantes :

- **PRENDRE ACTE** du rapport 2021, produit par VEOLIA au titre de la délégation de service public pour l'exploitation du service d'assainissement collectif d'Amélie-les-Bains-Palalda/ Arles sur Tech et Montbolo ;
- **APPROUVER** le rapport annuel 2021 du délégataire tel qu'annexé ci-joint.

8 – PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL :

Convention avec l'Agence d'Urbanisme Catalane AURCA *(Annexe 8)* :

Le Président rappelle au Conseil Communautaire sa décision du 19 mai 2022 prescrivant l'élaboration et la mise en œuvre du PLUI et celle du 29 juin 2022 concernant les modalités de collaboration et conférence des Maires.

Il rappelle également que la Maitrise d'Oeuvre de ce document d'urbanisme a été confiée à l'Agence d'Urbanisme Catalane Pays Méditerranée (AURCA).

Il convient donc de passer une convention qui a pour objet de préciser les modalités de partenariat entre l'AURCA et la Communauté de Communes du Haut-Vallespir ainsi que les modalités de financement pour les années 2022 à 2024. La présente convention prendra effet à compter de sa signature et s'achèvera au 31 décembre 2024 au plus tard. Elle pourra être prorogée par avenant.

Le Président présente la convention et demande au Conseil Communautaire :

- **D'APPROUVER** la convention à passer avec l'Agence d'Urbanisme Catalane Pays Méditerranée (AURCA) dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du PLUI afin de définir les modalités de partenariat et de financement.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention et toutes pièces s'y rapportant.

9 – QUESTIONS DIVERSES :

10 - ANNEXES :

Les annexes sont transmises par voie dématérialisée.